

bonne comparabilité des enquêtes de 1992 et de 2006, trop peu d'auteurs procèdent à une distinction claire entre effets d'âge, effets de génération et effets de période. Le chapitre 11, sur le nombre de partenaires, dû à Henri Leridon, est l'un des rares à le faire. Il tend à confirmer ce que l'on entrevoyait pour les générations les plus jeunes de l'enquête de 1992, le nombre de partenaires est sans doute passé par un maximum dans les générations 1956-1970, qui ont le plus profité de la phase de libération sexuelle avant l'apparition du VIH. Il confirme aussi que la conception de ce qu'est un partenaire sexuel n'est pas la même chez les femmes et chez les hommes, et que cette différence – qui tend à se réduire, notamment parmi les répondants les plus diplômés – est la cause principale du plus faible nombre déclaré par les femmes. On ne doute pas que dans les prochaines années de nouvelles publications mettront plus systématiquement en œuvre des calculs de régression portant sur des fichiers empilant les deux enquêtes et permettant notamment de mieux contrôler les effets du niveau de formation, qui s'élève massivement de 1992 à 2006. Quelques interrogations, enfin, quant à la représentativité de l'échantillon. Le terrain s'est bien passé, en ce sens que l'enquête a été jugée intéressante par neuf personnes sur dix, et très peu de répondants ont abandonné l'entretien en cours, malgré sa durée et sa progression vers des sujets de plus en plus intimes ; il y a là une performance qui doit être saluée. L'insistance à joindre les personnes souvent absentes de chez elles s'est renforcée d'une enquête à l'autre, le plafond passant de douze tentatives d'appel en 1992 à quinze en 2006. Cependant, le recours à une base de sondage principale constituée de numéros de lignes téléphoniques fixes laisse de côté une population principalement jeune, équipée du seul mobile ou dépourvue de téléphone, et c'est dans ce groupe que se recrutent préférentiellement les adeptes d'une « culture de sortie » (Olivier Donnat) faisant beau-

coup de rencontres et ayant des partenaires sexuels en assez grand nombre. Cet effet de sélection s'est fortement accru depuis 1992. Les auteurs sont conscients du problème ; ils ont constitué – à grand peine – des échantillons de titulaires du seul téléphone portable, mais dans ce cas les taux de personnes restant finalement injoignables et les taux de refus sont massivement plus importants que pour l'échantillon de lignes fixes. Ces difficultés ne sont pas propres aux seules enquêtes sur la sexualité, mais n'en sont pas moins lourdes de conséquences. Pour que les résultats présentés soient plus convaincants, il est nécessaire que l'étude des biais de couverture se poursuive, grâce à des analyses statistiques plus poussées, et grâce aussi à l'observation qualitative de sous-populations particulières.

Alain Chenu

*Observatoire sociologique du changement
Sciences Po – CNRS*

Mathieu (Lilian). – *La condition prostituée.*

Paris, Textuel (La discorde), 2007, 208 p., 19 €.

Le livre de Lilian Mathieu s'ouvre sur un diagnostic : qu'ils considèrent cette activité comme une « violence envers les femmes » ou au contraire un « métier à reconnaître », la plupart des discours publics sur la prostitution font découler les caractéristiques qu'ils lui prêtent d'une « essence » préexistante, sans histoire ni variantes. Ils se fondent rarement sur un véritable travail empirique et sont davantage guidés par la nécessité de prendre position sur ce qui « doit être » que de restituer la réalité dans sa complexité. Dans *La condition prostituée*, c'est au contraire une synthèse de dix ans de recherches de terrain que propose l'auteur. Sans toujours éviter les répétitions, les six articles rassemblés ici dans des versions

remaniées et actualisées se complètent avantageusement le long d'une démonstration qui situe la question au carrefour « des problématiques de la sexualité et de la précarité » (p. 13).

Pour échapper au registre essentialiste, l'ouvrage opère trois déplacements. Un premier tournant, ethnographique, l'amène à capturer la vie des prostitué-e-s au plus près, par l'enquête de longue durée et les entretiens approfondis, dans une démarche attentive au sens que les acteurs eux-mêmes confèrent à leur pratique. Un deuxième, topologique, le conduit à replacer les différentes formes de la sexualité vénale au sein d'un « espace de la prostitution » fait d'interdépendances mais aussi de hiérarchies internes. Un dernier angle, historique, l'amène à réinsérer l'analyse du présent dans celle des transformations qu'a connues l'activité prostitutionnelle en France ces trente dernières années. Parmi celles-ci : le déclin du proxénétisme, qui a contribué à « déréguler » le secteur ; le développement de la prostitution des travestis et des transsexuels, qui a intensifié la concurrence ; l'apparition d'une toxicomanie lourde associée à une prostitution plus précaire ; enfin, dans les années 1990, l'arrivée massive de femmes étrangères, pour la plupart sans papiers, en provenance d'Europe de l'Est ou d'Afrique, et souvent liées à de nouveaux réseaux de souteneurs.

Analysant la prostitution à travers le prisme de la « désaffiliation », Mathieu fait un constat : si on n'entre jamais dans le travail du sexe sans une forme de contrainte (y compris la « frustration sociale »), les bénéfices monétaires qu'elle procure, incomparablement plus élevés que ce que pourraient espérer ses acteurs étant donné leurs qualifications et l'état du marché du travail légitime, ne poussent pas à abandonner cette activité. Ce sont même eux qui font accepter, *a posteriori*, le stigmatisme dont elle est l'objet. Dans ce contexte, l'illégitimité sociale de la pratique ne fait que renforcer la vulnérabilité des personnes

prostituées qui en vivent : la location d'un logement leur est difficilement accessible, faute de feuilles de paie, et du fait des accusations de proxénétisme qui menacent leurs propriétaires éventuels ; l'adhésion à la Sécurité sociale est découragée par un manque d'information et des tarifs prohibitifs ; un statut d'immigration irrégulier fait craindre à beaucoup les contrôles de police et l'expulsion dans des pays où les attend parfois un risque de mort ; les travestis ne peuvent sortir de jour de leur chambre d'hôtel sans risquer d'être agressés ; les mères craignent, elles, qu'on leur retire leurs enfants si l'on découvre leur métier.

Si l'auteur aborde longuement la question des violences subies par les prostitué-e-s, c'est pour mieux prendre ses distances avec les discours abstraits sur « la » violence censée être intrinsèquement associée à la sexualité commerciale. En réalité, les violences concrètes sont aussi diverses que les formes de l'activité. Outre les agressions par des groupes de jeunes hommes extérieurs (ni clients, ni prostitués), ces violences sont le fait de trois catégories d'acteurs appartenant au monde de la prostitution : les proxénètes, qui exercent leur contrôle en alternant habilement brutalité physique, promesses diverses et signes d'affection ; les clients, qui imposent, parfois sous la menace, pratiques non voulues, extorsion d'argent et agressions corporelles ; enfin, les personnes prostituées elles-mêmes, qui, dans cet univers très concurrentiel, règlent leurs différends, et notamment leurs « luttes de placement » sur le trottoir, par la violence physique et la dénonciation à la police des rivaux indésirables. Les prostitué-e-s ont recours à plusieurs stratégies face à ces attaques : l'*évitement* (de certains clients dont on se repasse la description entre collègues, de certains moments comme le samedi soir) ; la *dissuasion* (invoquer un mac imaginaire pour se défendre, faire croire au client qu'il est le premier de la soirée pour éviter les vols d'argent) ; enfin, des stratégies de *protection* : précautions

individuelles (rester près de la porte, garder ses talons) mais aussi parfois recours volontaire à des « protecteurs ».

La faible autonomie du monde du travail du sexe, le fait que ses frontières y soient surtout définies de l'extérieur, et le constat qu'il n'y existe pas vraiment d'enjeu unifié interdisent d'en parler en termes de « champ ». L'auteur lui préfère donc celui d'« espace » pour saisir les processus d'interdépendance, de référence mutuelle et de différenciation interne qui y ont cours. L'espace de la prostitution est d'abord hiérarchisé selon le niveau d'expérience de ses acteurs, dont dépend la connaissance des « règles du métier », comme celle qui veut que l'on n'embrasse pas les clients. Il l'est ensuite selon le type de pratiques sexuelles proposées, où sont valorisées les plus conformes à l'imagerie hétérosexuelle traditionnelle. Troisième principe de distinction : le lieu et les conditions de travail, avec au sommet l'exercice en studio et tout en bas les formes les plus précaires de prostitution en extérieur. Enfin, la « beauté » et, pour les travestis, la « plausibilité féminine » (p. 58) constituent un dernier critère de hiérarchie professionnelle. Défini surtout négativement par un stigmate extérieur, le « groupe de destin » ainsi formé par les prostitué-e-s connaît un « déficit de cohésion » qui favorise les stratégies individualistes et pousse en permanence à se démarquer des images les plus défavorables de la pratique, et donc à se désolidariser de celles et ceux qui les incarnent.

Se serait-il arrêté là, Lilian Mathieu aurait déjà apporté une contribution importante à la sociologie économique du nouveau précaire. Mais, en ne séparant pas l'objet étudié de sa construction comme « problème public », il fait aussi œuvre de politiste : il effectue une critique des discours existants ; il retrace brièvement l'histoire des politiques publiques d'une part, et du mouvement féministe de l'autre ; ces analyses débouchent, enfin, sur un ensemble de recommandations aux pouvoirs publics.

L'auteur commence par renvoyer dos-à-dos le discours qui voit dans toute prostitution une « violence envers les femmes », et celui qui défend la « liberté de se prostituer ». Le premier ne permet pas de saisir la prostitution comme une stratégie économique active. En présentant toutes les femmes prostituées comme des victimes amorphes sans capacité d'initiative, il renforce les préjugés de genre sur leur prétendue passivité. Pire : l'idée que la carrière prostituée serait *nécessairement* le fruit d'un traumatisme psychologique infantile, donnant ensuite lieu à des tendances autodestructrices qui échapperaient aux prises de la conscience, contribue à invalider la parole des travailleurs du sexe. Mais, pour Mathieu, le discours symétrique du « libre choix » pêche lui aussi par abstraction en envisageant les personnes prostituées en dehors de leur origine de classe et des violentes déterminations économiques et sociales qui pèsent sur elles.

L'ouvrage propose une analyse des réglementations mises en place en Suède, aux Pays-Bas et en France. En criminalisant les clients des prostituées, la politique suédoise n'a fait que disperser le problème, conduisant certaines à partir exercer dans les pays limitrophes, et poussant d'autres davantage encore dans la clandestinité. À l'inverse, en légalisant la pratique des prostitué-e-s et de leurs employeurs, le néo-réglementarisme hollandais a contribué à durcir la distinction entre prostitution « libre » (autorisée) et prostitution « forcée » (interdite). Cette dernière catégorie est de plus en plus réservée aux étrangères sans papiers, si bien que la politique hollandaise fonctionne aujourd'hui comme un dispositif à part entière de répression de l'immigration irrégulière. Entre ces deux écueils, l'« abolitionnisme » français apparaît à l'auteur comme une option raisonnable : il consiste à laisser la prostitution dans un vide juridique permettant à celles et ceux qui y ont recours de le faire sans être stigmatisé-e-s par un statut légal infâmant.

En France, l'intervention sociale en direction des prostitué-e-s est laissée à des organismes privés comme l'Amicale du Nid, dont l'objectif premier est la « réinsertion », c'est-à-dire le changement d'activité des personnes qu'ils aident. La question du VIH à partir des années 1980 a cependant donné naissance à une nébuleuse d'associations de santé publique qui mettent cette « réinsertion » au second plan, au profit d'une intervention immédiate de prévention sanitaire. Ces nouveaux modes d'action, qui s'appuient sur une représentation plus positive de la prostitution, voyant la précarité non comme une propriété intrinsèque du « métier » mais comme une conséquence de sa stigmatisation, se heurtent aux préoccupations néo-abolitionnistes des organismes de travail social, bientôt rejoints par une majorité des féministes. Ces dernières réclament en effet désormais la disparition pure et simple de la prostitution, et plus seulement celle des réglementations contraignantes et stigmatisantes qui touchaient les femmes prostituées sous les régimes réglementaristes. Mathieu note le contraste entre le soutien critique apporté par les féministes au premier mouvement des prostituées en 1975, et l'opposition majoritaire des mouvements féministes à celui de 2002, né de la protestation contre la loi sur la Sécurité intérieure de Nicolas Sarkozy. Finalement, pendant que le mouvement des prostituées n'obtenait qu'une minorité de soutiens et que les divers courants féministes débattaient du sens dernier de la prostitution, le ministre de l'Intérieur fit passer l'arsenal répressif de sa loi, contribuant à intensifier la « criminalisation de la pauvreté » (p. 188).

Dans ce livre, Mathieu part d'une critique des discours pour revenir à ces discours, mais armé de la connaissance fine des lois de fonctionnement d'un marché du sexe en mutation. On regrettera que les extraits d'entretiens à l'appui de cette démonstration ne soient pas accompagnés de portraits sociologiques plus développés, qui auraient donné

davantage de chair aux témoignages recueillis. Certains concepts mobilisés suscitent également des questions : celui de « désaffiliation », emprunté à Robert Castel, est-il adéquat pour penser toutes les prostitutions, dans cet univers si contrasté ? Qu'est-ce qui différencie les contraintes poussant à se prostituer de celles qui conduisent à exercer d'autres emplois précaires ? L'existence de ces contraintes est-elle un argument suffisant pour refuser de reconnaître la prostitution comme une activité professionnelle ? En outre, la précarité socio-économique épuise-t-elle l'analyse des rapports de genre en jeu dans la prostitution ? Permet-elle à elle seule d'expliquer pourquoi la majorité des prostitués sont des femmes, et la quasi-totalité des clients des hommes ? L'auteur reconnaît que d'autres approches davantage centrées sur le genre sont tout à fait complémentaires de la sienne (p. 104), même si les recommandations de politique publique qu'il avance, comme celle d'une extension du RMI aux moins de 25 ans (p. 132), sont surtout fondées sur cette dernière. On l'a vu, Lilian Mathieu n'abandonne pas, en effet, toute ambition prescriptive, et c'est une force de l'ouvrage. C'est aussi un enjeu crucial de son positionnement vis-à-vis des autres discours normatifs qu'il a pris pour objet et dont, comme sociologue de terrain, il a tenu à se démarquer.

Sébastien Chauvin

*Centre Maurice Halbwachs
CNRS-ENS-EHESS-Université de Caen*

Ferrand (Alexis). – *Confidants. Une analyse structurale de réseaux sociaux.*

Paris, L'Harmattan (Logiques sociales), 2007, 189 p., 18 €.

Alexis Ferrand est l'un des pionniers de l'analyse des réseaux sociaux en France. Ses travaux sur les réseaux